

ÉDITORIAL

HAPPY FEW !

Michel VIOLET

Sommes-nous à la fin d'une période ? L'illettrisme cesserait-il d'être une "émotion des classes cultivées" ? Quelques signes avant-coureurs, encore difficilement perceptibles, le laissent penser. Insensiblement, le discours qui alertait l'opinion sur ce "fléau des nations développées" a changé. À cela, semble-t-il, plusieurs raisons.

La première est sans doute qu'on est passé au cours de ces dix dernières années, en matière de lutte contre l'illettrisme, "de la *militance revendicative sur les aspects sociaux et politiques du phénomène d'exclusion à des préoccupations économiques liées au marché économique et à l'emploi*"¹, de la conviction engagée des forces associatives aux moyens institutionnalisés de la formation continue. Or, les objectifs de réinsertion professionnelle des programmes gouvernementaux à destination des publics de bas niveau de qualification ont perdu de leur crédibilité à un moment où les jeunes diplômés considèrent comme une victoire de leurs récentes manifestations la perspective très incertaine d'avoir un premier emploi rémunéré au SMIC ! On comprend dès lors que l'extension du chômage à des catégories qualifiées banalise le phénomène de l'illettrisme.

La deuxième raison prend appui sur une analyse critique du thème si facilement consensuel de l'exclusion ; analyse qui s'efforce de montrer combien le concept d'exclusion sociale, économique et culturelle, mais qu'on dit sociale et économique parce que culturelle, est venu à point nommé remplacer le vieux spectre des classes sociales aux intérêts antagonistes. Cette représentation d'un fonctionnement social sans rapports de forces érige les valeurs et les pratiques culturelles de la classe dominante en valeurs universelles et en pratiques "naturelles". L'illettrisme est dans cette perspective perçu comme un écart à la norme et, de conséquence de la domination, il devient cause d'exclusion.

Bernard Pudal, dans un texte récent paru dans nos colonnes,² considèrerait par exemple que "l'invention" de l'illettrisme s'était inscrite dans une "*manipulation symbolique des écarts culturels*" grâce à laquelle la gauche socialiste, confrontée à une "*érosion progressive de ses soutiens*" consécutive "*aux changements des rapports de force*", a légitimé son exercice du pouvoir et sa "politique des lettres".

Après tout, cette évolution de la perception de l'illettrisme est conforme à l'"air du temps". Chacun a pris acte des changements de la problématique sociale provoqués par les règles du "Grand Marché Monde". Pour les partisans du libéralisme, constat est fait que la nécessaire compétitivité des entreprises passe par une "meilleure gestion des ressources humaines" : élégante formule pour exprimer l'inéluctable réduction des effectifs. L'élévation du niveau général de formation, hier encore objectif officiel de la lutte contre l'illettrisme, n'est plus un impératif économique. Et les politiques de lecture relèvent de l'action humanitaire. Quant à ses rares adversaires, l'ampleur des effets du nouvel ordre économique leur fait redécouvrir que la lecture est un enjeu des luttes contre la ségrégation sociale et la domination politique.

Faut-il de même interpréter les petits événements récents qui ont agité le monde lettré comme autant de signes symboliques de cet "air du temps" ? Comme des épisodes entérinant la fin d'une éphémère

¹ Lire sur ce sujet le document de la série *Alpha : Recherches en alphabétisation* sous la direction de J.-Paul Hauteceœur. Institut de l'UNESCO pour l'Éducation. Hambourg. Québec. (présentation dans AL n°42, juin 93, p.9).

² *La revue de presse*. Bernard Pudal. AL n°43, sept.93, p.26.

pastorale des élites ? On sait que certains éditeurs ont refusé de participer au Salon du Livre de Paris émigré à la Porte de Versailles du fait de l'indisponibilité du Grand Palais et organisé conjointement avec d'autres manifestations parce que, selon leur porte-parole "*le public de la Porte de Versailles restera étranger à leurs livres et à leurs auteurs*". Et faut-il voir une relation entre cette décision que Jérôme Lindon a fustigée dans un texte qu'il a intitulé *L'édition des beaux quartiers*³ et cet extrait d'une notice³ qui, en annonçant un débat à ce même Salon, se réjouit que la littérature de notre pays se soit à nouveau : "*naturellement écartée des idées générales, des positions théoriques et des conceptions socio-historiques du monde. Retrouvant la veine qui lui est la plus naturelle, celle exploitée par Montaigne, par Chateaubriand ou récemment par Proust, elle s'est réenfoncée dans l'épaisseur de l'intime, du confidentiel, de l'a-social*" ? Notons l'insistance sur le "naturel" comme indice d'une modernité nouvelle pour une littérature de connivence à diffusion restreinte.

La récente diffusion de livres à très bas prix, du livre à 10 francs - autre événement dans la république des lettres - pourrait *a contrario* faire penser à une volonté des éditeurs de favoriser l'émergence de nouveaux lecteurs. La controverse que cette mesure apparemment démocratique a fait naître et dont la grande presse a rendu compte a révélé combien elle n'était qu'un "coup commercial" dans l'actuel contexte économique de conquête de "parts de marché" et de resserrement des coûts...

"*Pessimisme de l'intelligence, optimisme de la volonté...*". Cette formule que Raymond Millot dans un article de ce présent numéro⁴, applique à la situation des classes-lecture correspond tout autant à la situation faite à la non-lecture, à l'illettrisme, aux solutions mises en oeuvre pour les réduire. Cette évolution dont nous avons trop rapidement tenté d'élucider les causes a au moins le mérite de lever des ambiguïtés et de mieux situer les difficultés.

Michel VIOLET

³ Le Monde du 19.03.94.

⁴ *Les classes-lecture. Leur contribution à l'élaboration d'une politique de lecture.* R. et R. Millot.